

• (3.50 p.m.)

Je dis bien «d'un avenir douteux», monsieur le président, car d'après le journal, la conception de ces navires remonte à quatre ans déjà. Ils s'inscrivaient dans le cadre du programme d'intégration du matériel militaire. Ils étaient censés être les premiers escorteurs équipés d'engins surface-air promis à l'OTAN. Ils ont été conçus il y a quatre ans et seront, semble-t-il, mis en service dans quatre ans. Entretiens, nous n'avons pas encore vraiment redéfini nos responsabilités à l'égard de l'OTAN.

C'est une étrange situation, monsieur le président. Si j'ai bien compris, ces bateaux auraient dû coûter 20 millions de dollars chacun mais on parle maintenant de 50 millions de dollars. Permettez-moi de citer encore le *Globe and Mail*:

Dans quel monde bizarre et irréel le gouvernement vit-il? Un monde où il peut nous prêcher l'austérité et se livrer, d'une façon qui frise la désinvoiture, à des dépenses énormes et imprévisibles pour un projet que les Canadiens—à supposer qu'on puisse rassembler leurs opinions—trouveraient presque certainement inutile et même inopportun.

Je pense que c'est là une très bonne question, une question de 200 millions de dollars. Il y a un autre aspect du ministère de la Production de défense auquel les Canadiens s'intéressent à coup sûr. Je parle de notre accord avec les États-Unis pour la production conjointe de défense. Mon collègue, le député de Greenwood, a récemment fait un exposé que j'ai trouvé excellent sur ce qu'il pense de la position du Canada par rapport aux fournitures de matériel de guerre destiné au Vietnam. Comme il l'a dit, l'accord originellement conclu en vue de partager avec les États-Unis la production de défense, n'a pas été sans profiter au Canada. Il a valu aux firmes canadiennes une participation dans la production des fournitures militaires utilisées par les États-Unis.

Le Canada devait naturellement conclure une telle entente avec un proche allié. Toutefois, le Canada n'est pas ni ne peut être l'allié des États-Unis au Vietnam. Mon collègue a eu raison de dire que le moment est venu pour nous de réexaminer cette entente. Nous aurons peut-être à freiner les exportations de matériel de guerre susceptible d'être employé au Vietnam. Nous avons déjà restreint nos exportations de matériel de guerre à un autre allié de l'OTAN, le Portugal, parce que ce dernier risque d'affecter ce matériel à des expéditions en Afrique plutôt qu'aux fins de l'OTAN.

Je tiens à mentionner un autre aspect des contrats de production de défense. Il y a quel-

que temps, le *Financial Post* a publié un article dont voici un passage:

Le maintien des énormes dépenses de guerre des États-Unis au Vietnam continuera d'assurer pour les entreprises canadiennes le volume considérable de contrats et de commandes à des fins tant civiles que militaires.

Évidemment, certaines usines américaines sont tenues tellement occupées par la production de guerre qu'elles doivent confier la production civile à d'autres usines. L'article se poursuit:

La question qui se pose est celle-ci... la production supplémentaire occasionnée par le Vietnam aux usines canadiennes est-elle plus que contrebalancée par les mauvais effets des dépenses de guerre sur l'ensemble de l'économie canadienne?

Pour ce qui est de l'inflation, le tiers de l'accroissement des prix à la consommation aux États-Unis, l'an dernier, était imputable au Vietnam. Il est certain que les effets de cette hausse se sont faits sentir jusqu'au Canada. Il me semble qu'à l'égard des contrats de défense américains, le Canada est un peu comme l'homme qui se réchauffe les mains au feu d'un voisin. C'est très confortable par moments, mais si le feu peut réchauffer, il peut aussi brûler et dessécher. A mon avis, nous ne devrions jamais perdre de vue cette possibilité. Ce n'est sûrement pas faire montre d'amitié pour les États-Unis que de nous accommoder de la politique du gouvernement américain actuel à l'égard du Vietnam, politique qui coûte des millions de dollars et des milliers de vies. Je crois qu'elle rend peut-être aussi les États-Unis vulnérables à des attaques sur d'autres fronts.

Je crois que l'accord relatif à la production conjointe de défense, conclu avec les États-Unis, permet au Canada d'exprimer son opposition, et je suis sûr que beaucoup de ménages canadiens s'opposent à voir notre pays jouer le rôle d'allié des États-Unis dans une aventure dangereuse, sans espoir et fort coûteuse. Pour conclure, monsieur le président, je prie le ministre de répondre à mes observations, surtout à celles qui concernent des articles parus dans le *Globe and Mail* et le *Financial Post*.

M. Schreyer: Je serai bref, monsieur le président, mais avant de passer au vote, je crois de mon devoir de signaler certains aspects des opérations de ce ministère. Le ministre nierait-il que le ministère de la Production de défense fait montre de beaucoup de parti pris à l'égard de certaines régions? L'an dernier j'ai fait inscrire une question au *Feuilleton*, pour connaître la proportion des contrats de production de défense qui avaient été adjugés à des firmes des quatre provinces de l'Ouest.